

## **PROPOSITION D'INTERVENTION POUR LE 23/09/2014**

Notre Coordination regroupe plus d'une centaine de Comités dans toute la France, chacun luttant pour défendre un hôpital, une maternité et, plus largement, l'accès aux soins pour tous.

Si tous ne sont pas présents sur Paris aujourd'hui, certains ont décidé d'actions sur place, comme à Briançon, Manosque, Ruffec...

Notre mobilisation aux côtés des personnels des hôpitaux et maternités est dans la suite logique de nos actions pour la défense d'une politique de santé de qualité et de proximité.

Or, qu'en est-il aujourd'hui : fermeture de la réanimation à Briançon, Chaumont, Dôle, menaces sur les maternités de St Jean d'Angély, Orthez, Thann, Vitry le François, Les Lilas, Lourdes, fermeture de la Chirurgie de Sarlat, disparition de centres IVG, suppression de dizaine de lits d'hospitalisation, réductions des personnels, comme à Brest avec plus de 150 postes d'ici à 2015 ou à Montluçon avec Plus de 120 postes...

Manque de moyens, attentes interminables aux urgences, patients sur des brancards faute de place, maisons de retraite sous dotées en personnels, santé mentale en déshérence, déserts médicaux, délais de plusieurs mois pour consulter un spécialiste ou pour passer un scanner, comme à Concarneau où, bien que demandé par l'hôpital, il vient d'être accordé à la clinique privée de Quimper, dépassements d'honoraires, inégalités d'accès aux soins, privatisation, démantèlement de la Sécurité Sociale... ça ne peut plus durer.

La Loi de santé en préparation, bien qu'enveloppée dans un joli papier cadeau, n'est que la continuité de la Loi HPST en faisant la part belle au secteur privé, en accélérant encore les regroupements, en institutionnalisant les glissements de tâches et pour cause, puisqu'elle doit permettre de faire rentrer la politique de santé publique dans un budget de la Sécurité sociale amputé de 20 milliards d'euros, montant qui correspond, selon la Cour des comptes au montant de la fraude aux cotisations sociales en 2012 .

Alors, décidément NON : ni les malades ni les personnels ne sont responsables des déficits publics, NON la santé n'est pas une marchandise et doit rester une mission d'Etat permettant l'accès aux soins pour toutes et tous, partout dans la proximité.

Il est plus que temps de mettre ensemble un arrêt à cette politique de casse de la santé publique et de revenir à une véritable réponse aux besoins des populations et pour ce faire, de développer une réelle démocratie, loin des pseudo consultations des omnipuissantes ARS.